



L'APPEL DE FORCALQUIER

Nous soussignés, Consommateurs, Usagers de la santé, Professionnels de la santé, Experts en agronomie, en microbiologie du sol, Ingénieurs Agronomes, Nutritionnistes, Chercheurs en santé environnementale, Maîtres de conférences, Chercheurs en génétique en biologie moléculaire, Cinéastes, Responsables Associatifs,

Réunis en Colloque des Rencontres de l'Alimentation Bio, ces 19 et 20 octobre 2012 à Forcalquier (Alpes de Haute-Provence)

Souhaitons donner acte de nos paroles et de nos engagements

Et interpellons donc les Parlementaires français et européens, notamment :

- **Le Groupe Santé Environnement de l'Assemblée Nationale**
- **La Commission Environnement, santé publique et sécurité alimentaire du Parlement Européen**

Nos propositions :

- Que des engagements clairs et fermes soient pris par les instances régionales, nationales, européennes et internationales pour encourager et soutenir de façon très importante les systèmes locaux durables et agro-écologiques de production et de consommation d'aliments, pour assurer la sécurité alimentaire et la santé des populations actuelles et futures.
- Consacrer dès aujourd'hui à l'agriculture biologique 20 % des fonds de développement agricole et 20 % des fonds de recherche agronomique, condition préalable et indispensable pour respecter l'engagement de viser 20 % de surfaces biologiques en France en 2020.
- A la lumière des travaux publiés par le Professeur Gilles-Eric Séralini, auquel nous souhaitons affirmer notre total soutien, nous demandons instamment la transparence des données des études ayant conduit aux autorisations des OGM et du Roundup.

- Mettre en place une loi sur la déontologie de l'expertise et la protection des lanceurs d'alerte, avec notamment la création d'une Haute Autorité de l'expertise scientifique et de l'alerte en matière de santé et d'environnement.
- Favoriser un cadre législatif permettant la reconnaissance d'Expertises contradictoires ouvertes, assortie de la levée des secrets industriels sur les données d'expérimentation.
- Reconnaître le rôle primordial des paysans dans l'élaboration et la diffusion des techniques et des pratiques de l'agriculture biologique : ce sont d'abord aux organisations de paysans biologiques d'animer et d'accompagner les conversions, et la recherche agronomique doit systématiquement associer les agriculteurs à l'élaboration et l'évaluation de ses travaux
- Lever les freins réglementaires qui entravent les semences paysannes (sélectionnées et multipliées à la ferme par les paysans) et les "préparations naturelles peu préoccupantes »
- Revoir les lois et règlements sur les semences, bannir les clones pesticides brevetés,
- Evincer les fabricants d'agro toxiques du secteur des semences,
- Lutter sérieusement contre l'addiction aux pesticides,
- Exclure le vivant du brevet,
- Développer les méthodes agro écologiques, c'est-à-dire une agriculture à bas niveau d'intrants industriels.
- Revenir au bon sens agronomique, recréer l'équilibre agro-sylvo-pastoral dans chaque région, revenir aux rotations, restaurer la fertilité de nos sols, sauvegarder la biodiversité de nos variétés végétales et de nos races animales et enfin rendre à nouveau l'agriculture autosuffisante en énergie et en intrants. Ceci est indispensable pour que l'Europe retrouve sa sécurité alimentaire.
- Si l'on veut arrêter les famines et la malbouffe, créées par l'OMC et les lobbies agro-industriels, il ne faut pas soumettre l'agriculture à la mondialisation, il faut soumettre la mondialisation aux lois universelles qui gèrent l'environnement et donc l'agriculture. Ces lois sont complexes, il faut donc une politique mondiale alimentaire complexe à savoir un mélange subtil de mesures libérales, interventionnistes et protectionnistes. L'agriculture est un sujet trop important pour être confié à l'agro-industrie. Il est du devoir des états de nourrir leur population et même de les nourrir sainement. Pour cela, les gouvernements doivent interdire les spéculations sur les denrées agricoles, ils doivent réguler les marchés agricoles et développer une recherche au service des agriculteurs et des populations. L'agriculture biologique et agro-écologique doit servir de socle à la politique mondiale agricole car on peut jouer avec l'argent mais pas avec la nourriture.

- Favoriser des transversalités institutionnelles entre le monde de l'Education et de la Promotion de la Santé, et celui de la Santé environnementale, ceci afin d'éviter les écueils récurrents de programmes nutritionnels qui appliquent des règles (notamment en matière de restauration collective scolaire ou hospitalière) qui ne prennent aucunement en compte les données connues sur le plan de la biodiversité alimentaire (*exemple des « Menus alternatifs » lancés par le Dr Lecerf à l'Institut Pasteur de Lille*) mais encore moins sur la qualité des aliments et de leur provenance. (*marginalisation des produits issus de l'agriculture biologique en restauration collective*)
- Participer à une nouvelle culture de responsabilité au sein de la Restauration Collective, pour que la fourniture d'aliments ne soit pas considérée sous l'angle d'une simple prestation hôtelière, mais bien comme la responsabilité des Collectivités de fournir des aliments sains, propres à concourir à la bonne santé des usagers. Ceci rejoindrait d'ailleurs l'Avis du Conseil Economique et Social de 2003 sur la Promotion de la Santé, stipulant que les lieux les moins exemplaires en matière de qualité alimentaire sont ceux qui relèvent de l'Education nationale, et des milieux hospitaliers et gériatriques.

Fait à Forcalquier,
Les 19 et 20 octobre 2012

Claude AUBERT

Ingénieur Agronome
Pionnier de l'Agriculture Biologique
Fondateur de [Terre Vivante](#)

Claude BOURGUIGNON

Ingénieur Agronome
Docteur ès Sciences
Fondateur du [Laboratoire d'Analyse Microbiologique des Sols](#) (LAMS)

Lydia BOURGUIGNON

Maitre ès Sciences
Technicienne diplômée en œnologie
Fondatrice du [Laboratoire d'Analyse Microbiologique des Sols](#) (LAMS)

André CIOLELLA

Chimiste Toxicologue
Chercheur en Santé Environnementale
Porte-parole du [Réseau Environnement Santé](#)

Jacques CAPLAT

Agronomie et Géographe
Administrateur d'[Agir pour l'Environnement](#)

Denis LAIRON

Directeur de Recherches à l'INSERM Marseille
Docteur ès Sciences

Jean-Marie PELT

Président de l'*Institut Européen d'Ecologie*

Professeur émérite de l'Université de Mets

Président d'honneur du CIIDHUM

(Collectif d'Initiatives Interdisciplinaires pour le Développement Humain)

Pierre RABHI

Paysan – Auteur- Conférencier

Président fondateur de *Colibris Mouvement International pour la Terre et l'Humanisme*

Concepteur de l'Agro-Ecologie

Marie-Monique Robin

Journaliste Réalisatrice, Documentaliste, Ecrivain

« Le monde selon Monsanto » « Notre poison quotidien » « Les moissons du futur »

Gilles-Eric SERALINI

Professeur de Biologie moléculaire à l'Université de Caen

Président du Comité Scientifique du CRIIGEN

(Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le Génie Génétique)

François VEILLERETTE

Porte-parole de *Génération Futures*

Président du *Réseau Européen Pesticide Action Network* (PAN Europe)

Christian VELOT

Maître de Conférences en Génétique moléculaire à l'Université Paris Sud 11

Administrateur de la *Fondation Sciences Citoyennes*

Membre du Comité Scientifique du CRIIGEN

Philippe COURBON

Educateur de Santé nutritionniste

Cabinet IDEE - Chargé de Mission du CIIDHUM

(Collectif d'Initiatives Interdisciplinaires pour le Développement Humain)

Organisateur et coordonnateur des Rencontres de l'Alimentation Bio

Observations :

Ces propositions ont été rédigées pour chacune d'elles par tel ou tel intervenant signataire.

L'ensemble des propositions, tel que formulé dans le présent document, a été ensuite réadressé à l'ensemble des Intervenants, qui se sont rendus signataires de la totalité de l'Appel ci-dessus.

Les signatures ci-dessus ont donc recueillies, bien évidemment, l'accord explicite de chaque Intervenant.

Ils ont collectivement mandaté Philippe Courbon pour remettre cet « Appel de Forcalquier » à Monsieur le Député Christophe Castaner, Maire de Forcalquier pour transmission au Groupe Santé Environnement ou à la Commission habilitée au sein de l'Assemblée Nationale.

Cet Appel sera aussi adressé à Madame Corinne LEPAGE, ainsi qu'à Madame Michèle RIVASI, députées européennes.